

Arrêté instituant le vote électronique à titre expérimental pour la votation populaire fédérale du 19 mai 2019 et des votations communales fixées le même jour

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi portant modification du décret sur l'introduction à titre expérimental des moyens électroniques facilitant l'exercice des droits politiques (vote électronique, signature électronique), du 4 novembre 2008 ;

vu la loi sur le guichet sécurisé unique (LGSU), du 28 septembre 2004 ;

vu le règlement d'exécution de la loi sur le guichet sécurisé unique (RELGSU), du 22 décembre 2004 ;

vu l'arrêté du Conseil fédéral portant octroi d'une autorisation générale pour des essais de vote électronique durant les années 2018 et 2020, du 11 avril 2018 ;

sur la proposition de son président,

arrête :

Article premier ¹Le vote électronique est institué à titre expérimental pour la votation populaire fédérale du 19 mai 2019.

²Il est organisé pour deux objets fédéraux, ainsi que pour les votations communales.

³Il se limite aux électrices et électeurs ayant signé un contrat d'utilisation du Guichet unique en tant que personne privée.

Art. 2 Le vote électronique est une possibilité supplémentaire de vote qui vient s'ajouter aux possibilités de vote à l'urne et de vote par correspondance.

Art. 3 ¹L'électrice ou l'électeur concerné peut exercer son droit de vote par voie électronique sur l'ordinateur de son choix.

²Le vote électronique, valablement validé par l'électrice ou l'électeur, est irrévocable.

Art. 4 ¹La chancellerie d'État fait parvenir aux électrices et électeurs concernés le matériel nécessaire pour exercer leur droit de vote par voie électronique dans les délais prévus par la loi.

²L'électrice ou l'électeur peut exercer son droit de vote par voie électronique dès réception du matériel de vote et au plus tard jusqu'au samedi 18 mai 2019 à 12h00.

³L'exercice du droit de vote par voie électronique exclut le vote par correspondance sur support en papier ou dans un local de vote, et vice-versa.

Art. 5 ¹Dans les limites de l'article premier, alinéa 2, toute électrice ou tout électeur ayant au préalable signé un contrat d'utilisation du Guichet unique en tant que personne privée peut choisir d'exercer son droit de vote par voie électronique.

²Elle ou il est authentifié par la connexion au Guichet unique au moyen de ses droits d'accès personnels.

³L'électrice ou l'électeur est rendu attentif au fait qu'en exprimant son vote par voie électronique, il prend valablement part au scrutin.

⁴Elle ou il exprime sa volonté sur le bulletin de vote en ligne en cochant la case « oui » ou la case « non » correspondant aux questions posées. Il est réputé voter blanc s'il ne coche aucune des deux cases.

⁵Elle ou il reçoit des codes de vérification personnels correspondant aux votes déposés dans l'urne électronique à comparer avec ceux figurant sur sa carte de vote.

⁶Elle ou il confirme l'exactitude des codes de vérification en saisissant le code de confirmation.

⁷Elle ou il reçoit une confirmation indiquant la date et l'heure de l'enregistrement de son vote, un code de finalisation à comparer avec celui figurant sur sa carte de vote ainsi qu'un accusé de réception. Ces informations sont les seuls éléments susceptibles d'être imprimés pendant le processus du vote électronique.

⁸Après la clôture du vote, l'électrice ou l'électeur peut vérifier la présence de son accusé de réception en se connectant au Guichet unique et en utilisant la prestation prévue à cet effet.

Art. 6 ¹La chancellerie d'État est chargée de l'organisation du vote électronique, en collaboration avec le service informatique de l'Entité neuchâteloise.

²Elle s'assure avant le scrutin que le matériel et les logiciels utilisés ainsi que l'organisation et le contrôle du vote électronique correspondent aux exigences fixées par la Confédération.

Art. 7 ¹La transmission des bulletins de vote électronique, le contrôle de la qualité d'électrice ou d'électeur, l'enregistrement du vote électronique et le dépôt du bulletin dans l'urne électronique sont conçus et organisés de façon à ce qu'il ne soit à aucun moment possible d'identifier le vote d'une électrice ou d'un électeur.

²Les suffrages électroniques validés sont chiffrés directement sur l'ordinateur de vote puis transmis et stockés chiffrés dans l'urne électronique sur le serveur dédié.

³Les suffrages électroniques ne doivent être déchiffrés qu'au moment du dépouillement.

Art. 8 ¹Les personnes autorisées à intervenir dans l'environnement du Guichet unique ou à valider les interventions dans l'infrastructure du Guichet unique sont celles qui ont été désignées par l'arrêté du 13 octobre 2010.

²Les communes sont autorisées à accéder au registre central uniquement pour vérifier la qualité d'électrice ou d'électeur des votants ainsi que pour enregistrer les votes par correspondance et les votes à l'urne.

³Elles n'ont pas accès aux votes déposés dans l'urne électronique.

Art. 9 ¹Il est procédé à la désignation d'une commission électorale chargée du contrôle des opérations de vote électronique.

²Le Grand Conseil est représenté dans cette commission électorale à raison de deux député-e-s.

³Les clés et certificats permettant le cryptage des votes électroniques pendant la durée du scrutin sont établis au nom de ces personnes, qui en contrôlent l'usage. Ils sont remis lors de la séance d'ouverture de l'urne électronique qui a lieu le mardi 16 avril 2019, à 8h30.

⁴La procédure d'établissement des clés et certificats fait l'objet d'un procès-verbal.

Art. 10 ¹Le dépouillement de l'urne électronique est rendu impossible sans les clés et certificats établis pour les membres de la commission électorale.

²L'ouverture de l'urne électronique a lieu après la clôture du vote électronique.

³Les opérations y relatives doivent être effectuées par la commission électorale. Cette procédure, qui a lieu le dimanche 19 mai 2019, fait l'objet d'un procès-verbal.

⁴Le dépouillement du contenu de l'urne électronique s'effectue selon les mêmes règles que le dépouillement des votes par correspondance, soit dès le matin du 19 mai 2019.

⁵Un vote électronique n'est pas pris en compte si, à l'ouverture de l'urne, il ne peut être déchiffré.

⁶Un vote électronique est nul s'il contient des mentions étrangères au scrutin.

⁷Les résultats des votes électroniques sont ajoutés aux résultats des votes par correspondance et à l'urne.

Art. 11 La chancellerie d'État est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 12 ¹Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

²Il sera publié dans la Feuille officielle.

Neuchâtel, le 13 mars 2019

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. KURTH

La chancelière,
S. DESPLAND